

**Séance ordinaire du
vendredi 3 novembre 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le trois novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Démocratie participative et
Maisons pour tous**

Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Alex LARUE, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF.

Excusés : Fabien ABERT.

Mise à disposition de salles à titre gratuit des Maisons pour tous

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les Maisons pour Tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil Municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2017/2018, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 64 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 18610 €.

Les associations concernées sont :

MPT CHAMSON : Aparsa : 245€, Association tutélaire de gestion : 245€, Autre théâtre : 300€, Comité de quartier Rocambale Ouest : 220€, Creham : 245€, Enfance famille d'adoption : 220€, Raiponce : 245€, Pour une éducation à la joie : 110€, Aziyade : 220€, Aïkido Kaizen Montpellier : 140€, Fass karaté shotokan : 270€, Porto libre : 220€, Crazy rebels : 165€, Institut de relations culturelles Franco – Russes : 165€

MPT CHOPIN : Association tutélaire de gestion : 140€, Douzart : 350€, REV : 245€

MPT CAILLENS : Les petits débrouillards : 110€

MPT CURIE : Cap Kdanse : 300€, Association tutélaire de gestion : 165€, Compagnie Vistemboirs : 350€

MPT CAMUS : Oudlers : 300€, RC Lemasson : 455€, Montpellier Ecole Aïkido Traditionnel : 165€, Association de culture physique fondamentale : 270€

MPT VICTOR : Ansa : 140€, Cock a Doodle Doo : 245€, Furens Nouba : 165€, Avec : 2055€, Steel : 245€

MPT LAGRANGE : CMMP Foucault Adages : 165€, Jazz pirateurs : 245€, Association forme sports et loisirs : 190€, Ansa : 430€, Eurogrece : 245€

MPT MERCOURI : Apaj : 300€, A tout théâtre : 270€, Alisé : 455€, Camap : 220€, Papot croix : 350€, Eurogrece : 455€, Pyramide : 270€, Montp'libre : 245€, Crier : 300€, L'avitarelle : 220€, Association de soi : 190€, Je pars a zart : 245€, Kinissi 2 : 165€, Notag street culture : 220€, Let's dance : 220€, Porto libre : 165€, Flamenco puro : 165€, Cid international : 245€

MPT ESCOUTAIRE : A domicile Hérault : 300€, Association des paralysés de France : 110€, Bge Montpellier : 245€, Centre culturel esperanto de Montpellier : 350€, Cité citoyenne : 300€, Les compagnons bâtisseurs : 245€, Féminateliars rose et miel de fleur : 245€, Jasmin d'Orient : 455€, Les p'tits loups de Saint Martin : 455€, 3MTKD : 430€, Montpellier Club Handisport : 245€, Patch à tout cœur : 300€, Somis : 245€

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 20 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 7810€

Les associations concernées sont :

MPT CHOPIN : Agem : 55€

MPT CHAMSON : Comité de quartier Rocambale Ouest : 165€

MPT DUBOUT : Association Culturelle des maliens de Montpellier : 110€

MPT VIAN : Comité de quartier Les Aigures la Rauze : 220€

MPT CURIE : Comité de quartier : 165€

MPT CAMUS : Oudlers : 220€, Hissenji : 110€, Comité de quartier Croix d'Argent Sabines : 220€, Association de culture physique fondamentale : 55€

MPT VILLON : BGE Montpellier : 110€

MPT ESCOUTAIRE : Acam : 220€, BGE Montpellier : 220€, Damier Club Montpellicrain : 440€, Jasmin d'Orient : 330€

MPT LAGRANGE : Six sens 660€, Attitude 1320€, Flamenco puro 1760€, Gospel Good News 34 : 440€, Axents : 220€, Francas de l'Hérault : 550€, Asmoune : 220€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 6 novembre 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Tableau annuel
- Tableau ponctuel

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20171103-15311-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 15/11/17
Réception en Préfecture : 15/11/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.